

LE TEMPS

Prévisions: un meilleur cru en 2023?

Le Temps, Charles Wyplosz, 15 décembre 2022

Dans leur écrasante majorité, les prévisionnistes économiques des pays développés se sont lourdement trompés en 2022. Ils ont raté la montée de l'inflation et se sont excessivement lamentés sur la croissance. Certes, les surprises n'ont pas manqué et personne ne peut leur reprocher de ne pas avoir vu venir l'invasion russe de l'Ukraine, avec son cortège de sanctions et de contre-sanctions, ou la paralysie de la Chine face au très contagieux variant Omicron. Mais la hausse des prix de l'énergie avait démarré dès 2021 et si la croissance flamboyante post-covid ne pouvait pas durer, elle n'avait pas de raison de se transformer en récession. Les prévisionnistes ont développé l'art de penser que le futur fonctionnera comme le passé. C'est souvent utile, mais cette fois-ci ça ne pouvait pas être le cas parce que la situation était sans précédent. Après deux années chamboulées par la pandémie, le retour à la normale ne pouvait qu'être une nouvelle expérience, et 2022 ne pouvait rien avoir de normal.



CHARLES WYPLOSZ

Les autorités n'ont pas aidé la prévisibilité, non plus, en partie parce qu'elles ont fait confiance aux prévisionnistes. Dans beaucoup de pays, durant la pandémie, les gouvernements ont beaucoup dépensé pour protéger les ménages et les entreprises. Ils ont trouvé normal (et politiquement habile) de continuer à le faire en 2022, alors que les ménages se sont précipités pour dépenser l'épargne accumulée durant l'inquiétante période de distanciation sociale. Ce faisant, ils ont nourri l'inflation et empêché la récession annoncée de se produire. Les banques centrales ont cru que l'inflation ne serait que passagère et se sont bien gardées de mettre un terme à leurs politiques expansionnistes. La plupart d'entre elles – la Banque nationale suisse étant une rare exception – ont attendu la fin de 2021, ou plus tard, pour se rendre compte de leurs erreurs, renforçant ainsi les impulsions données par les gouvernements. Les actions des autorités, leurs politiques budgétaire et monétaire, opèrent lentement. Les erreurs de 2021 ont été payées en 2022.

Les corrections de 2022 vont contribuer à façonner les évolutions de 2023. Les hausses rapides de taux d'intérêt vont commencer à réduire les taux d'inflation. Devenus plus prudents, les prévisionnistes envisagent un lent reflux, histoire de ne plus promettre un retour rapide à la stabilité des prix. Peut-être, mais ils font face à deux inconnues majeures. Tout d'abord, les prix de l'énergie. Ils sont en partie otages de l'imprévisible Poutine et de son nouvel ami le prince héritier d'Arabie saoudite.

Ensuite, les salaires. Alors que la plupart des pays développés affichent des taux de chômage historiquement bas, les salaires n'ont en général pas suivi l'inflation. C'est bizarre, sauf que les salaires mettent du temps à rattraper les prix. S'ils le font en 2023, l'inflation a de beaux jours devant elle. C'est pour ça que, sans le dire, les banques centrales comptent sur une récession qui pourrait décourager les revendications salariales. Mais les gouvernements pourraient ne pas coopérer et réduire leurs déficits budgétaires. Ils n'aiment pas voir le chômage grimper, parce que ça agace les électeurs encore plus que l'inflation. Ils ont plein de raisons de continuer à dépenser, que ce soit pour lutter contre le réchauffement climatique ou pour réarmer, sans parler de la santé publique mise à mal par la pandémie et, souvent, par des années d'incurie. Même en supposant que 2023 ne nous apportera pas de surprise majeure, les prévisionnistes naviguent encore dans le brouillard.

Dans ce paysage troublé, la Suisse fait figure d'exception. Pour commencer, l'inflation a relativement peu augmenté en 2022, et donc le besoin de faire grimper les taux d'intérêt est limité. Il en va de même du budget fédéral, qui a connu un déficit modéré en comparaison internationale. Le resserrement prévu pour 2023 est donc modeste. Les prévisionnistes suisses ont bien de la chance.